



**Cahier du Congrès des 26 et 27 avril 2014  
de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante**

*Version préliminaire du 11 avril 2014*

---

**Lieu**

Centre social du Conseil régional de la FTQ

**Frais de participation**

A confirmer.

**Hébergement**

Centre social du Conseil régional de la FTQ  
5000 des Gradins, à Québec

**Transport**

**Coordonnées du bureau de l'ASSÉ :**

2065, Parthenais  
Montréal, Québec H2K 3T1  
Tel : 514-390-0110  
Fax : 514-390-8415  
[www.asse-solidarite.qc.ca](http://www.asse-solidarite.qc.ca)

## Table des matières

Proposition d'ordre du jour.....	4
Texte de réflexion.....	5
Passer à l'offensive pour la gratuité scolaire.....	5
Lettres de candidature - Comités.....	16
Candidature de Benjamin Gingras pour le Comité de mobilisation de l'ASSÉ.....	16
Candidature de Dominique Boisvert pour le Comité aux luttes sociales.....	17
Candidature de Samuel-Élie Lesage pour le Comité de recherches et affaires académiques de l'ASSÉ.....	18
Lettres de candidature – Conseil exécutif.....	19
Candidature de Virginie Mikaelian au poste de Secrétaire aux relations internes de l'ASSÉ.....	19
Candidature de Camille Godbout au poste de Secrétaire aux relations internes de l'ASSÉ.....	20
Candidature de Jean-michel Savard au poste de secrétaire aux affaires académiques de l'ASSÉ.....	21
Candidature de Emmanuelle Arcand au poste de Secrétaire aux relations externes de l'ASSÉ.....	22
Candidature de Carolane Sauvé Tétreault au poste de Secrétaire au communications de l'ASSÉ.....	23
Propositions.....	25

# Proposition d'ordre du jour

---

1. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour suivant :

0.0 Ouverture

1.0 Procédures

1.1 Praesidium

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1.3 Adoption du procès-verbal

2.0 Accueil des nouveaux membres

3.0 Bilan

4.0 Congrès d'orientation

5.0 Revendications

6.0 Plan d'action

7.0 Femmes

8.0 Élections

9.0 Finances

10.0 Avis de motion

10.1 Dépôt

10.2 Traitement

11.0 Varia

12.0 Levée

### Passer à l'offensive pour la gratuité scolaire

**Rédaction:** Lazlo Bonin

**Révision et appuis:** Nadia Lafrenière, Benjamin Gingras,  
Delphine Labrecque-Synnott, Justin Arcand, Carolane Sauvé  
Tétreault, Virginie Mikaëlian

*Remerciements particuliers à tous ceux et toutes celles qui ont pris le temps de débattre, de proposer, de critiquer et ainsi de forger cette idée de campagne.*

*Les liberté ne se donnent pas, elles se prennent  
- Pierre Kropotkine*

#### INTRODUCTION

Ce texte de réflexion vise à promouvoir l'idée d'une campagne à moyen terme de l'ASSÉ visant l'obtention graduelle de la gratuité scolaire au Québec. Ses auteur-e-s croient qu'il est temps pour notre organisation d'entamer cette lutte pour une multitude de raisons. Premièrement, nous croyons qu'il faut passer de la parole aux actes quant à la réalisation de notre premier principe fondateur. Deuxièmement, nous croyons qu'il est primordial de lancer une offensive afin d'obtenir des gains sociaux plutôt que d'uniquement tenter de défendre nos acquis. Troisièmement, nous croyons que l'ASSÉ a atteint une force suffisante pour permettre la réussite d'une telle campagne, bien qu'ambitieuse. Finalement, nous croyons qu'avec un échéancier et une préparation réaliste, il est possible de se doter du temps et des moyens pour mener à terme cette lutte d'envergure.

Une telle lutte pourrait s'entamer par une proposition comme la suivante en Congrès annuel. Les spécificités de la formulation seront expliquées au fil du texte. Évidemment, il s'agit d'un barème qui peut être modifié au besoin.

*Que l'ASSÉ entame une campagne sur 4 ans visant la réduction progressive des frais de scolarité jusqu'à l'atteinte de la gratuité scolaire.*

*Que la première année de cette campagne soit dédiée à la préparation des plans de mobilisation, de la recherche et du matériel d'information, tout en menant une campagne annuelle parallèle. Qu'un comité ad hoc soit formé à cet effet.*

*Que les trois années successives constituent une escalade de moyens de pression visant une grève générale illimitée à terme.*

Nous espérons que vous partagerez notre enthousiasme et notre désir de mener, une fois pour toutes, cette lutte pour la gratuité scolaire au Québec. Nous demeurons disponibles pour répondre à toute question et à toute critique que ce texte peut entraîner.

## **METTRE EN APPLICATION NOS REVENDICATIONS**

À la fondation de l'ASSÉ en 2001, les associations présentes se sont dotées d'une liste de principes fondamentaux sous lesquels se regrouper. Depuis, des dizaines d'associations qui rejoignaient ces valeurs se sont greffées à l'ASSÉ pour ajouter leurs voix dans le but de concrétiser ces idéaux de société. Le premier de ces principes est le suivant:

- 1. pour une éducation publique, gratuite, laïque, de qualité, accessible et non-discriminatoire*  
;

L'ASSÉ a toujours véhiculé, dans son discours comme dans ses actions politiques, la mise en place d'un système d'éducation correspondant à cet idéal, de la maternelle à l'université. Au fil des années, elle est devenue l'acteur représentant *de facto* la gratuité scolaire sur la scène politique provinciale. Pourtant, dans toute son histoire, en raison de la conjoncture politique et de sa volonté d'élargir la lutte par-delà les enjeux étudiants, l'ASSÉ n'a tenté qu'une seule fois une mobilisation de masse pour la gratuité scolaire, en 2007, qui a malheureusement échoué.

Depuis, avec la grève historique de 2012, l'ASSÉ a d'autant plus renforcé sa pertinence politique sur les enjeux de l'éducation aux yeux de la population et sur la place publique. Plus que n'importe quelle organisation sociale au Québec, l'ASSÉ s'impose comme la défenseure d'une vision humaniste et universelle de l'éducation. Nous croyons qu'il est aujourd'hui temps de passer, à nouveau et espérons-le, pour de bon, de la parole aux actes et revendiquer haut et fort, jusqu'à l'atteindre, la gratuité scolaire.

### **Une lutte unificatrice**

Nous croyons que la lutte pour la gratuité scolaire sera une lutte unificatrice, mobilisatrice, à laquelle une forte proportion des militants et militantes sur les campus souhaiteront prendre part. De nos expériences sur les campus avant, pendant et après la dernière grève étudiante, nous pouvons constater que la gratuité scolaire demeure en permanence un sujet qui suscite un vif intérêt et pour lequel plusieurs n'attendent qu'une étincelle pour commencer la lutte.

Cet intérêt soutenu et partagé s'explique par différentes raisons. D'abord, évidemment, il s'agit d'un enjeu qui touche les conditions de vie matérielles de tous les étudiants et toutes les étudiantes. Ensuite, une grande frange de la population, non seulement étudiante, reconnaît les bienfaits d'une éducation gratuite par-delà le simple argument économique, en cela qu'elle incarne une vision de la société plus émancipée, éduquée et généralement plus libre. Ce constat ne date pas d'hier: historiquement, les premières revendications pour une gratuité scolaire complète datent des années 60, à une époque où même les Libéraux supportaient l'idée.

### **Critique: le corporatisme étudiant**

Une critique qui est parfois formulée par rapport à une campagne centrée sur la gratuité scolaire est celle du prétendu corporatisme étudiant. Selon cette critique, un mouvement étudiant qui ne lutte que pour l'abolition de ses frais de scolarité ne défendrait que son propre intérêt, ou dans le cas de l'ASSÉ, que l'intérêt de ses membres. Nous croyons que cette critique est infondée et réductrice.

Premièrement, au niveau organisationnel, si l'ASSÉ décidait de mener une lutte pour la gratuité scolaire, ce serait pour l'ensemble des étudiants et étudiantes du Québec, y compris ceux et celles qui proviennent de l'international. Évidemment, l'ASSÉ ne revendiquera jamais des avancées sociales si elles ne sont que pour ses membres. Car c'est bien là la définition du corporatisme, qu'il importe parfois de rappeler pour constater qu'on s'en éloigne fondamentalement : « défense exclusive des intérêts particuliers d'une catégorie de personnes » (Larousse).

Deuxièmement, la gratuité scolaire dépasse le simple intérêt personnel pécunier des étudiants et étudiantes. La grève de 2012 a su démontrer que, contrairement à ce que prétendaient les critiques vicieuses des chroniqueurs et chroniqueuses des grands médias, le mouvement étudiant est prêt à lutter pour les générations futures, ainsi que pour une société plus égalitaire et émancipée dans son ensemble. Après tout, les personnes qui luttaient contre la hausse des frais du gouvernement Charest n'en auraient pas nécessairement été les plus affecté-e-s, et par-delà cette simple optique temporelle, nombreuses étaient celles qui s'opposaient à la vision marchande de la société que la hausse véhiculait, et non seulement son impact sur leur portefeuille. Rappelons aussi que le mouvement de 2012 fut une lutte populaire: nombreuses furent les manifestations où des dizaines de milliers de personnes non étudiantes marchaient à nos côtés pour s'opposer à toutes les implications sociales d'une éducation marchande.

Troisièmement et finalement, il faut reconnaître que nous sommes le seul véhicule social, la seule organisation qui milite activement pour la gratuité scolaire. On peut à cet effet remettre en perspective la critique du corporatisme avec des analogies : accuserait-on le FRAPRU, par exemple, d'être corporatiste en luttant pour les intérêts des locataires? Il est normal qu'un regroupement étudiant milite pour le progrès social en éducation. Qui plus est, si l'ASSÉ n'entame pas cette lutte, tout porte à croire que nous n'obtiendrons jamais la gratuité scolaire. Ne nous attendons pas à ce qu'un parti, même progressiste, nous fasse un quelconque cadeau. L'expérience a montré que les acquis sociaux se gagnent à l'arraché à la classe politique dominante. Comme titrait la CSN dans son manifeste de 1971, « ne comptons que sur nos propres moyens ».

### **Critique: la priorisation des luttes**

Une autre critique parfois formulée est celle de la priorisation des luttes, comme quoi notre organisation ne devrait mettre davantage de l'avant des enjeux étudiants plutôt que, par exemple, les luttes des travailleuses et travailleurs, des femmes, des personnes précaires, des personnes racisées, etc. Sans réitérer les arguments de la précédente section, nous croyons qu'il est légitime pour une organisation étudiante d'être le principal porte-voix de revendications en éducation.

Cela dit, plusieurs autres facettes de notre mode d'organisation contredisent la prétendue priorisation des luttes.

D'une part, l'ASSÉ opère dans une optique d'intersectionnalité, en reconnaissance que toutes les luttes des classes opprimées sont liées. L'exemple le plus flagrant est l'intégration du féminisme dans toutes les campagnes de l'ASSÉ et dans sa structure même. Que ce soit dans la campagne contre la hausse en 2012, pour la gratuité scolaire en 2013 ou contre l'austérité en 2014, les discours véhiculés incluaient toujours des pans féministes bien ancrés, et nous croyons que de continuer en ce sens est une nécessité dans une éventuelle lutte pour l'obtention de la gratuité scolaire.

D'autre part, l'ASSÉ a démontré à maintes reprises sa capacité d'élargir la lutte à l'ensemble de la société. Que ce soit dans les premières campagnes à sa fondation contre la ZLÉA, ou plus récemment contre les mesures d'austérité, notre organisation a su faire preuve de sa volonté et de sa capacité à collaborer avec les luttes sociales autres qu'étudiantes. Cependant, nous croyons que dans le paysage politique à venir, notamment avec la renégociation des conventions collectives du secteur public en 2015, l'ASSÉ devra jouer un rôle d'appui et de solidarité plutôt que de s'ingérer dans l'orientation de la lutte des travailleurs et des travailleuses. En ce sens, tout comme les mouvements communautaires, syndicaux et féministes ont su nous appuyer par le passé en menant leurs propres luttes, nous croyons qu'il est possible de faire de même à leur égard tout en menant une campagne sur la gratuité scolaire.

Somme toute, nous croyons qu'il est légitime pour l'ASSÉ de mener une lutte pour la gratuité scolaire sans pour autant donner dans le corporatisme ou négliger nos autres principes et revendications. Affirmons-nous comme défenseurs actifs d'une éducation émancipatrice, et ce tout en demeurant solidaire des luttes sociales qui nous sont chères.

## **PASSER DE LA DÉFENSIVE À L'OFFENSIVE**

### **Chercher les gains plutôt que défendre des acquis**

Depuis la fin de la Révolution tranquille, les mouvements sociaux ont souvent adopté une posture plus défensive qu'offensive. Après des gains significatifs dans les années soixante, des attaques incessantes de la droite sur nos acquis nous ont contraint de dédier nos efforts à tenter de les préserver. Malheureusement, cette posture nous offre, dans le meilleur des cas, une préservation de nos conditions matérielles, et dans le pire, une détérioration significative.

L'ASSÉ n'échappe pas à ce constat: bien que nos luttes aient souvent porté fruit, elles ont dû se consacrer à l'opposition à des attaques comme le libre-échange, les hausses de frais de scolarité, la privatisation et la marchandisation de l'enseignement, et les mesures d'austérité.

Nous croyons qu'il est temps de renverser la vapeur. Il est absolument impossible d'espérer des nouveaux gains sociaux, comme la gratuité scolaire, à moins de passer à l'offensive pour les atteindre. Comme nous citions en ouverture de ce texte: « Les libertés ne se donnent pas, elles se prennent. ». Et à cet égard, on ne pourra jamais le rappeler à outrance, seule la lutte paie.



## **Une rythme de campagne à réajuster**

Une campagne offensive est fondamentalement différente d'une campagne défensive. Avec un objectif comme la gratuité scolaire, elle est même particulièrement ambitieuse. En ce sens, il est selon nous primordial de changer notre planification et notre rythme de campagne si l'on souhaite y arriver. Il serait naïf de croire que l'on peut mener pour la première fois une campagne offensive, qui par ailleurs est plus ambitieuse que toutes nos précédentes, sans modifier nos pratiques. Comme disait Einstein, « la folie, c'est se comporter de la même manière et espérer un résultat différent ».

En ce sens, nous proposons de faire cette campagne sur le moyen terme, soit 4 ans, ce qui serait la campagne de plus longue haleine de l'histoire de l'ASSÉ. Sur cet échancier, nous suggérons d'utiliser la première année comme préparation de tactiques de mobilisation, de recherche et de matériel d'information. Il s'agirait là d'une pratique entièrement nouvelle pour l'ASSÉ, mais qui est selon nous nécessaire à la consolidation d'une campagne plus forte qu'à l'habitude. Plus de détails sur les modalités de notre proposition, sur l'échéancier et sur la préparation sont offerts dans la dernière section de ce texte.

## **Critique: la répétition d'une campagne**

Certains et certaines noteront que la campagne de l'année 2012-2013 avait déjà comme sujet la gratuité scolaire, et n'a pourtant pas porté fruit. À cet égard, un rappel du contexte et de la visée de cette campagne s'impose.

Cette année était celle qui suivait la grève de 2012, grève qui s'était soldée par l'annulation de la hausse de 85% du Parti Libéral, l'élection du Parti Québécois, l'indexation des frais de scolarité et l'annonce d'un Sommet sur l'enseignement supérieur. L'objectif de la CLASSE, soit le gel des frais de scolarité dans une perspective de gratuité scolaire, n'ayant pas été entièrement atteint, il semblait dès lors essentiel de promouvoir la gratuité scolaire comme alternative émancipatrice à la vision marchande de l'éducation que le PQ véhiculait à travers l'indexation.

N'étant pas encore positionné quant à sa (non-)participation au Sommet, le Congrès a toutefois jugé que peu importe la courroie de transmission, ce contre-discours était primordial. Une escalade des moyens de pression, tout juste après une mobilisation de 8 mois, n'était pas sérieusement envisageable, et c'est pourquoi cette campagne s'est essentiellement concrétisée par une présence publique en marge du sommet et critique du PQ et de la marchandisation.

Soyons clair: loin de nous l'idée d'être réducteurs et réductrices à l'égard de la campagne sur la gratuité scolaire de 2012-2013. Elle fut une réussite dans l'articulation forte d'arguments pour la gratuité pour les campus et pour la population, et elle permit à l'ASSÉ de garder sa pertinence politique au niveau de l'éducation malgré le mépris du parti au pouvoir. En ce sens, on peut affirmer qu'elle a atteint ses objectifs. Nous saluons le travail de l'équipe nationale pendant cette période, tout en croyant qu'il est temps de ramener cette campagne sous les projecteurs, cette fois avec une perspective concrète d'escalade de moyens de pression et ultimement de gain de cause.

## **UTILISER LA FORCE DE NOTRE ORGANISATION**

Si nous ne croyions pas que l'ASSÉ était forte en termes d'organisation militante, nous ne proposerions pas cette campagne. Or, on constate qu'en 2014, notre organisation a non seulement bénéficié de toute la mobilisation et toute la couverture de la grève de 2012, mais elle a également su consolider ses bases et préserver des pratiques combatives. Nous croyons même que l'ASSÉ approche de ce que l'on pourrait appeler son 'apogée' politique, et que si attende il devait y avoir avant de lancer la campagne sur la gratuité scolaire, afin de s'assurer que l'organisation ait la force de la mener à terme, le moment est désormais arrivé.

Cette section peut revêtir des airs de louanges à nous-mêmes à outrance; là n'est pas l'idée. Nous souhaitons effectivement affirmer que l'ASSÉ est une organisation forte, apte à mener la campagne que l'on propose, car il est nécessaire d'avoir cette certitude avant de l'entreprendre. Cependant, il y a évidemment toujours place à l'autocritique face à nos pratiques, et l'ASSÉ a su en faire preuve par le passé.

### **Une organisation solide et grandissante**

Avant la grève de 2012, l'ASSÉ comptait environ 35 000 membres. Grâce au succès de la lutte contre la hausse des frais, plusieurs associations qui avaient temporairement rejoint la CLASSE ont choisi de rejoindre de manière permanente l'organisation, ce qui fait qu'on se retrouvait en 2013 avec 70 000 membres. Dans les deux dernières années, loin de s'essouffler ou de perdre sa base mobilisée, l'ASSÉ a grandi jusqu'à accueillir près de 80 000 membres dans une quarantaine d'associations étudiantes à travers la province.

Malgré cette croissance rapide, on observe que les associations membres ont des principes et des pratiques qui concordent avec ceux de l'ASSÉ, notamment en termes de démocratie directe, de syndicalisme de combat et de féminisme. Il est possible d'envisager une légère croissance dans les années à venir, mais nous nous approchons progressivement du nombre de membres 'plafond' de l'ASSÉ, soit les associations ayant des principes et pratiques concordantes avec les nôtres. En effet, l'ASSÉ a toujours refusé de collectionner des membres fantômes qui ne faisaient que payer des cotisations et qui ne s'impliquent pas dans les instances ou dans la mobilisation.

Somme toute, le constat est que notre organisation est en pleine forme, et que nos revendications suscitent l'intérêt d'une grande frange des étudiants et étudiantes du Québec, plus grande que ses fondateurs et fondatrices auraient sûrement pu imaginer. Considérant la taille qu'elle a en ce moment, et celle qu'elle pourrait avoir en élargissant à nouveau ses structures en temps de grève, l'ASSÉ serait largement capable de mener une GGI d'envergure dans les années à venir.

### **Des recherches étoffées et des pratiques éprouvées**

Si l'ASSÉ souhaitait se lancer dans cette campagne, elle démarrerait sur des fondations solides en termes de recherche et de matériel d'information. Dans les dernières années, notamment lors de la campagne de 2012-2013, l'ASSÉ a su développer un argumentaire étoffé pour la gratuité scolaire et les enjeux qui s'y rattachent. On compte dans nos archives deux mémoires (2007, 2012), une multitude de pamphlets, d'*Acadégamiques*, d'articles de journaux dans l'*Ultimatum*,

d'affiches et de tracts, en plus d'un microsite pour argumenter en faveur de la gratuité scolaire. En parallèle, plusieurs groupes comme l'IRIS ou l'AFPC ont aussi produit du matériel de recherche et d'information en défense de la gratuité. L'idée ici n'est pas de dire qu'il n'y aurait pas davantage de travail de recherche ou de vulgarisation à réaliser; cela dit, dans l'ensemble, nous disposons d'une base de connaissances solide que l'on pourra perfectionner dans l'année de préparation suggérée.

De plus, s'il y a bien une chose dans laquelle l'ASSÉ est passée maître depuis sa fondation, c'est bien la mobilisation de masse. Encore aujourd'hui, nous sommes l'une des seules organisations au Canada capable de mobiliser des dizaines de milliers de personnes en l'espace de quelques mois sur un enjeu donné. Cette année, nous avons réussi à être 60 000 étudiants et étudiantes en grève pour un enjeu méconnu au Québec, soit celui de l'austérité. Avec un sujet plus proche du monde de l'éducation, et avec lequel les gens sont plus familiarisé-e-s, tout porte à croire que l'on pourrait arriver à une mobilisation de masse sur une plus longue période. Il y aurait lieu, bien sûr, d'apprendre des expériences de mouvements sociaux d'autres pays ayant tenté une campagne similaire à celle que l'on propose ici, de s'inspirer de leurs pratiques et de les intégrer aux nôtres. Il s'agit là d'une partie du travail de préparation qui pourrait se faire pendant la première année.

### **Un acteur politique et médiatique incontournable**

Par-delà son nombre, sa documentation et sa force de mobilisation, qui sont tous des facteurs *internes* qui nous donne confiance en la capacité de l'ASSÉ, il faut également reconnaître que l'ASSÉ est désormais un acteur politique et médiatique incontournable en ce qui concerne l'éducation. En effet, la grève de 2012 a cimenté la pertinence d'une organisation comme la nôtre autant chez les groupes sociaux que dans les médias de masse et indépendants.

D'abord, encore aujourd'hui, lorsqu'une quelconque nouvelle survient dans le domaine de l'éducation, l'ASSÉ est immédiatement appelée à commenter dans les médias. Elle est interpellée pour parler de frais de scolarité, de gratuité scolaire, d'aide financière aux études, et même de sa vision plus globale de l'éducation supérieure. En ce sens, il est indéniable que dans l'éventualité d'une campagne sur la gratuité scolaire, l'ASSÉ profiterait d'une tribune privilégiée dans les médias indépendants et de masse pour partager ses revendications et rejoindre une plus grande part de la population. Nous nous abstenons ici de tenir le débat sur la pertinence ou non de la présence d'une organisation fonctionnant par syndicalisme de combat dans les médias de masse -- nous nous contenterons de dire que dans la mesure où ceux-ci furent utilisés dans le passé, l'ASSÉ serait en bonne position pour le faire à nouveau.

Ensuite, l'ASSÉ entretient de bonnes relations externes avec les groupes syndicaux, communautaires, féministes, autochtones et environnementaux, qui pourraient être des alliés potentiels dans une lutte pour la gratuité. L'ASSÉ est un membre actif depuis quatre ans déjà de la *Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics*, qui regroupe 85 groupes sociaux d'horizons divers, et elle a récemment réintégré la Table des partenaires universitaires, qui regroupe plusieurs acteurs du milieu. Qui plus est, en optant pour l'élargissement de la lutte par sa campagne sur l'austérité l'année dernière, elle a réussi à se rapprocher de plusieurs groupes sociaux, dont une dizaine qui ont appuyé la manifestation nationale du 3 avril et marché à ses côtés. Si l'ASSÉ continue à entretenir ces relations externes dans les prochaines années, elle

pourra sans doute compter sur l'appui d'une multitude d'alliés dans une campagne pour la gratuité scolaire.

### **Critique: les contrecoups d'un possible échec**

Avec une campagne aussi importante et ambitieuse, voire potentiellement historique, il est sain de s'inquiéter des contrecoups que pourrait entraîner un échec sur l'organisation et sur l'état de la mobilisation en général. Effectivement, si l'on se remémore la campagne contre le dégel et pour la gratuité en 2007, l'échec avait entraîné une perte de motivation significative sur les campus.

Soyons francs : l'échec d'une telle campagne pourrait avoir des conséquences graves sur le mouvement étudiant; on ne le niera pas. Cependant, nous croyons qu'il ne faut pas laisser cette peur nous paralyser. Tout combat politique, toute lutte sociale implique la possibilité d'un échec. S'il fallait que cela décourage ses initiateurs et initiatrices, nous n'aurions jamais de gains sociaux. Il serait saugrenu, aujourd'hui, de tenter un calcul politique de nos chances de réussite; nous ne sommes pas devins, et la conjoncture politique aura la chance d'évoluer plus qu'on ne peut l'imaginer dans les quatre prochaines années.

Cela dit, comme l'a explicité cette section du texte, nous croyons que l'ASSÉ est prête à mener une telle lutte, et avoir des chances concrètes de gain de cause. Qui plus est, nous ne croyons pas que d'attendre une, deux, cinq ou dix années de plus augmentera significativement nos chances de réussite : la force de mobilisation dont l'ASSÉ est selon nous proche de son paroxysme. Ainsi, toutes choses considérées, nous croyons qu'il s'agit simplement d'une question de courage politique, et oui, nous avançons que le jeu en vaut la chandelle. Après tout, l'ASSÉ a été fondée avec comme premier principe la gratuité scolaire; il faut savoir reconnaître le jour où ce combat doit être mené, et nous croyons qu'il est arrivé.

### **SE DONNER LE TEMPS ET LES MOYENS**

Si l'on décide de mener une campagne sur la gratuité scolaire, il est selon nous capital de se donner un avantage en termes de préparation. Comme nous l'avons écrit plus haut, cette campagne est plus ambitieuse qu'aucune autre entreprise par l'ASSÉ auparavant, et il serait trop optimiste de croire qu'elle puisse être menée à terme sans même tenter d'améliorer nos pratiques, aussi éprouvées soient-elles.

Nous proposerons ici une division de l'échéancier à moyen terme qui pourrait, à notre avis, être un bon juste milieu entre préparation et escalade des moyens de pression sur le terrain. Rappelons la proposition du début de ce texte:

*Que l'ASSÉ entame une campagne sur 4 ans visant la réduction progressive des frais de scolarité jusqu'à l'atteinte de la gratuité scolaire.*

*Que la première année de cette campagne soit dédiée à la préparation des plans de mobilisation, de la recherche et du matériel d'information, tout en menant une campagne annuelle parallèle. Qu'un comité ad hoc soit formé à cet effet.*

*Que les trois années successives constituent une escalade de moyens de pression visant une grève générale illimitée à terme.*

### **Un échéancier réaliste et opportun**

Nous croyons qu'une campagne sur la gratuité scolaire devrait débuter pendant l'année scolaire 2014-2015, comprendre une année de préparation et trois années d'escalade de moyens de pression, pour ainsi viser une GGI dans les environs de 2018-2019.

L'une des contraintes de la tentative de grève en 2007 fut la précipitation de la campagne. En effet, devant lutter contre le dégel tout en revendiquant la gratuité scolaire, le mouvement s'est vu imposer un échéancier au-delà de ses capacités de mobilisation. Un peu plus d'une année ne fut pas et ne sera pas suffisante pour monter un mouvement de masse et un rapport de force significatif. Avec quatre ans, dont un de préparation, nous croyons que la tâche devient réalisable.

Fait à considérer, dans l'analyse du contexte politique du moment, avec un gouvernement libéral majoritaire pour les quatre prochaines années, la fin de mandat concorderait avec la période proposée de GGI, ce qui s'avère un couteau à double tranchant. D'une part, les grèves en fin de mandat imposent plus de pression, mais de l'autre, elles ouvrent la porte à une possibilité de récupération par le processus électoral, comme en 2012. Il pourrait ainsi être bénéfique de viser 3 ou 5 ans plutôt que 4.

Or, avec les expériences passées de l'ASSÉ, nous estimons qu'une escalade de moyens de pression vers une GGI doit se faire sur 2 à 3 ans. Nous suggérons cette dernière option par prudence; mieux vaut prendre son temps pour consolider des bases fortes que de sauter trop rapidement à une grève qui risque de s'essouffler. Cette escalade pourrait s'inspirer fortement de celle de 2010 à 2012, et regrouper de la pétition aux actions de perturbation en passant par des manifestations régionales et nationales, des actions symboliques ou même des grèves d'une journée.

### **Un comité *ad hoc* de préparation**

La nouveauté provient donc dans la proposition d'une année de préparation qui précéderait cette escalade. Pourquoi prendre une telle année? Nous sommes d'avis qu'elle permettra de mettre sur pied une campagne beaucoup plus solide qu'à l'habitude. En effet, l'ASSÉ prépare habituellement sa recherche, ses plans de mobilisation et son matériel d'information dans l'été qui précède le début de l'année scolaire. Bien que fonctionnelle pour une campagne annuelle standard, nous croyons que cette approche ne sera pas ici suffisante pour véhiculer le discours étoffé qu'il faudra utiliser pour convaincre toute une province.

Notre suggestion est donc de créer un comité *ad hoc* d'une durée de vie d'un an, du 1er juin 2014 au 1er juin 2015, dont la mission serait en trois temps: préparer 1) la recherche, 2) le matériel d'information et 3) des stratégies de mobilisation (en s'inspirant de mouvements sociaux ailleurs dans le monde ayant mené une lutte similaire) pour la campagne. Ce comité serait ouvert à toute personne intéressée, selon les procédures d'élection des comités *ad hoc* à l'ASSÉ.

Instinctivement, on peut se demander pourquoi créer un comité séparé plutôt que de reléguer ces tâches aux comités de recherche, d'information et de mobilisation. Or, toute personne ayant déjà

milité sur ces comités sait qu'il est déjà particulièrement ardu de répondre à la demande pour la campagne annuelle en cours. Il serait donc absurde de les surcharger en ajoutant à leur liste de tâches la préparation d'une deuxième campagne. Cela dit, une fois passée l'année de préparation, ces comités reprendraient en main ces différents aspects de la campagne, pouvant désormais s'y consacrer entièrement.

### **Continuer les luttes dans l'immédiat**

Parallèlement, on peut se demander pourquoi ne pas simplement n'avoir aucune campagne annuelle en 2014-2015, et consacrer l'année à la préparation de la gratuité scolaire, ou bien pourquoi ne pas commencer dès maintenant et étirer l'escalade sur 4 ans. Réfutons d'ores et déjà la première option, qui laisserait des campus déserts, sous-mobilisés et loin d'être prêts pour entamer une telle campagne en 2015-2016. Quant à la deuxième option, nous croyons tout simplement que quatre ans d'escalade sont un trop grand étirement de campagne. Nous anticipons que les étudiants et étudiantes s'impatianteraient de maintenir perpétuellement un discours théorique et de mener des actions isolées dans l'attente très éloignée d'une réelle offensive.

C'est pourquoi, dans l'année qui approche, nous proposons de mener une campagne annuelle traditionnelle, d'une durée d'un an, avec son propre discours, son propre argumentaire et sa propre escalade. Plusieurs propositions se font déjà entendre à travers les branches, sur lesquelles nous ne nous pencherons pas davantage: une campagne sur les services sociaux (qui sera d'ailleurs suggérée dans un texte de réflexion du Conseil exécutif), plus de support aux associations locales, une campagne entièrement féministe, un retour aux enjeux d'éducation, etc. Il peut être intéressant de continuer dans la lignée contre l'austérité initiée cette année, tout comme il pourrait être bénéfique de se rapprocher de l'éducation pour tenter une année de transition. Peu importe l'enjeu social sur lequel le congrès choisira de sensibiliser, l'important sera de consolider, de mobiliser et de radicaliser progressivement les campus.

### **Se doter des ressources matérielles**

Une éventuelle campagne sur la gratuité scolaire sera particulièrement demandante au niveau financier pour notre organisation. Pendant la grève de 2012, nous avons réussi à survivre en grande partie grâce au grand nombre de dons effectués par des organisations et des individu-e-s. Il est selon nous peu prudent de se 'fier' aux dons pour assurer la continuité d'une grève de longue haleine.

En ce sens, il faudrait commencer à envisager la création d'un fonds de grève à l'ASSÉ. Cette pratique est adoptée par de nombreuses organisations syndicales à travers le monde et nous permettrait d'économiser en vue de ce grand effort financier anticipé. Il est possible qu'un tel fonds requière une hausse des cotisations des membres, mais pas nécessairement, considérant la récente augmentation du nombre de membres. Il reviendra au Congrès d'examiner les bénéfices et les inconvénients d'un tel fonds sur les finances de l'organisation.

## **CONCLUSION**

Nous avons exposé dans ce texte les raisons pour lesquelles nous croyons qu'il est temps pour l'ASSÉ de passer à l'offensive avec une campagne pour la gratuité scolaire, et nos propositions de stratégies pour améliorer ses chances de réussite. Nous espérons vous avoir convaincu de la pertinence d'un tel mouvement social dans les prochaines années, et demeurons ouverts et ouvertes à toute question, critique, ou débat sur le sujet.

*Et rien n'est tel que le rêve pour engendrer l'avenir.  
Utopie aujourd'hui, chair et os demain.*

— *Victor Hugo*

## **Lettres de candidature - Comités**

---

### **Candidature de Benjamin Gingras pour le Comité de mobilisation de l'ASSÉ**

*Reçue le 30 mars 2014*

*Appuyée par*

Bonjour à toutes et à tous,

Je me surprends moi-même en soumettant ma candidature pour le comité de mobilisation de l'ASSÉ. Cette décision résulte de plusieurs interrogations sur mon militantisme et mon implication à l'ASSÉ.

Le mandat que j'ai accompli sur l'exécutif de l'ASSÉ m'a grandement plu, et je suis encore très motivé à continuer à m'impliquer dans ce milieu. La raison pour laquelle je ne sollicite pas de nouveau mandat sur l'exécutif est très simple : il est impossible pour moi de continuer à ce rythme sans risquer de sérieusement compromettre mon parcours académique. Un doc en psychologie étant déjà très long, je ne veux pas le prolonger davantage. En m'impliquant sur un comité, je crois pouvoir trouver un compromis entre mes contraintes académiques et mon désir de continuer à m'impliquer dans l'aile combative du mouvement étudiant.

Bureaucrate par excellence et un peu timide, j'avoue ne pas avoir fait énormément de travail sur le terrain au cours de l'année 2013-2014. Cependant, j'ai pris goût au travail de mobilisation, et je crois pouvoir contribuer de façon significative. Tout particulièrement, l'ASSÉ ayant bientôt plus de 3 200 membres provenant des campus anglophones, je crois que je peux assurer un lien plus direct entre l'équipe nationale et les associations étudiantes à Concordia, McGill, Dawson, et peut-être même Vanier et Marianopolis.

Si le Congrès décide de se diriger vers une prochaine grève générale illimitée, le travail colossal de mobilisation devra s'étendre à travers le Québec, au-delà des frontières langagières. Ainsi, je sou mets ma candidature pour pouvoir aider à mettre ce projet de l'avant.

Solidairement,

Benjamin Gingras



## **Candidature de Dominique Boisvert pour le Comité aux luttes sociales**

*Reçue le 10 avril 2014*

*Appuyée par*

Camarades et ami·e·s,

C'est avec enthousiasme que je vous soumetts par la présente ma candidature au comité aux luttes sociales.

En raison de la manière dont s'est terminée la grève de 2012, je crois que les deux dernières années ont été relativement difficiles tant sur le plan personnel qu'au niveau du militantisme pour plusieurs d'entre nous. Cependant, grâce aux efforts des militantes et des militants de tous horizons, l'épuisement s'est muté en indignation puis en colère et j'ai l'impression qu'on peut de nouveau regarder vers l'avant.

La mobilisation récente contre l'austérité économique ainsi que face au cirque électoral montre bien que les efforts de 2012 n'auront pas été vains et que nous disposons collectivement des moyens de poursuivre voire même de gagner nos luttes à venir. Je pense qu'il faut continuer de miser sur nos forces : le syndicalisme et le féminisme de combat, la démocratie directe, l'analyse radicale des enjeux sociaux et économiques, la mobilisation de masse.

Dans cette perspective, l'année prochaine sera sans doute cruciale pour les luttes sociales à l'ASSÉ. En effet, la lutte dans laquelle nous inscrivons nos revendications ne pourra pas se faire sans le soutien des travailleurs et des travailleuses, des personnes oeuvrant dans le milieu communautaire ou de nos camarades autochtones. Elle ne pourra pas se faire en vase clos. Nous avons consolidé nos bases, nous devons maintenant nous assurer de pouvoir être solidaires et de pouvoir compter sur la solidarité de toute la population.

Voilà maintenant plus de 10 ans que j'oeuvre dans le mouvement étudiant et syndical, tantôt en tant qu'exécutant, tantôt comme militant. J'ai vraiment beaucoup évolué à force de côtoyer mes camarades et de me heurter à la mauvaise foi de diverses institutions (et personnes). Je pense être mûr pour travailler au sein de l'ASSÉ et pour tenter de solidifier nos appuis auprès des groupes qui partagent nos valeurs. Ce sera sans doute une énorme tâche, mais je suis confiant qu'avec l'aide de mes camarades nous y arriverons.

Je suis présentement membre de l'Association des Étudiant·e·s de Musique de l'Université de Montréal (AÉMUM) et je travaille comme permanent administratif à la Société Générale des Étudiantes et Étudiants du Collège de Maisonneuve (SOGÉÉCOM). À compter de l'automne je travaillerai à temps partiel et je compte ne prendre qu'un ou deux cours à l'université je serai donc disponible presque en tout temps pour me consacrer à l'ASSÉ. Si vous avez des questions sur mon parcours militant, sur ma personne en générale ou que vous désirez seulement me rencontrer : n'hésitez pas à m'écrire, je serai très heureux de vous répondre.

Solidairement,  
Dominique Boisvert  
*Membre de l'AÉMUM*

## **Candidature de Samuel-Élie Lesage pour le Comité de recherches et affaires académiques de l'ASSÉ**

*Reçue le 10 avril 2014*

*Appuyée par*

Hello camarades !

Je vous soumetts cette lettre pour vous informer de mon intention de me présenter une deuxième fois sur le comité à la recherche et aux affaires académiques. Pour celles et ceux qui ne me connaissent pas, je termine cette session mon baccalauréat en philosophie et je commencerai ma maîtrise dans la même discipline dès l'automne prochain. Dès que je suis arrivé et que j'ai commencé à travailler sur l'argumentaire annuel, et tout au long de cette année, j'ai incroyablement appris, tant sur nos luttes et ce contre quoi nous luttons, que sur le militantisme, le féminisme et le travail avec d'autres collègues. Maintenant, je crois être bien mieux outillé pour réaliser ce qu'on attend du CRAA.

Je crois que le CRAA sera appelé à jouer un rôle important l'an prochain. Outre que nous devons voir ce qui arrive avec le fameux cours d'histoire au collégial et les résultats des chantiers du Sommet sur l'éducation, il faudra aussi que nous nous penchions sur ce que le gouvernement libéral entend faire dans le domaine de l'éducation postsecondaire, soit modifier les frais de scolarité des étudiantes étrangères et des étudiants étrangers pour qu'ils atteignent la moyenne canadienne et l'intention et encourager encore davantage le financement privé des entreprises. Nous aurons aussi à surveiller de très près la commission d'évaluation d'enseignement collégial (CEEC), qui teste en ce moment l'implantation de mécanismes d'assurance-qualité à travers de nombreux cégeps. Et bien entendu, il y aura sans doute bien d'autres sujets et enjeux sur lesquels nous devrons nous pencher.

Personnellement, j'aimerais aussi réaliser une petite enquête sur l'accessibilité aux études pour les personnes handicapées ou ayant une déficience fonctionnelle qui nuit à leur bon cheminement. Le sujet me touche, puisque je me retrouve moi-même dans cette catégorie. Finalement, j'aimerais aussi faire le ménage dans l'incroyable paperasse au bureau. On y trouve une quantité ahurissante de textes, de documentations et de sources. S'il était possible de numériser tout cela et de créer une base de données où tous les comités de travail pourraient y trouver des informations, je crois que nous disposerions d'un outil très puissant pour accompagner notre travail.

Ça fait beaucoup de travail ! Cela étant dit, ça ne m'effraie pas, au contraire, ça me motive énormément. En fait, j'ai déjà hâte de m'y mettre.

Merci pour votre lecture ! On se voit au congrès ! D'ici là, bonne fin de session !

Samuel-Élie Lesage

## **Lettres de candidature – Conseil exécutif**

---

### **Candidature de Virginie Mikaelian au poste de Secrétaire aux relations internes de l'ASSÉ**

*Reçue le 4 avril 2014*

*Appuyée par :*

Camarades,

Je suis une étudiante de l'UQAM à la maîtrise en communication internationale et interculturelle. J'ai été sur les conseils exécutifs de l'AFELC-UQAM pendant 3 ans et demi et de l'AFESH-UQAM pendant 6 mois. J'ai aussi siégé au comité de mobilisation de l'ASSÉ pendant un an et demi. Cela fait maintenant 6 mois que je suis élue sur le conseil exécutif de l'ASSÉ et malgré les obstacles, les grosses misères et le travail ardu, je peux sincèrement dire que je me sens d'attaque pour un deuxième mandat parmi vous. Étant donné que j'ai encore un an de scolarité devant moi avant la rédaction de mon mémoire, je ne peux concevoir une meilleure utilisation du temps qu'il me reste.

Je l'ai déjà dit et je le répète : j'ai la profonde conviction que pour passer de l'utopie à la réalité, notre espace politique qui se prétend transparent, accessible et horizontal se doit d'être précédé par une mobilisation massive et constante des membres. Je ne parle pas ici de propagande verticale, mais bien de donner aux associations étudiantes les outils nécessaires afin que celles-ci se radicalisent à leur manière et surtout, à leur rythme.

Je crois que nous tendons parfois à sous-estimer notre capacité individuelle à être l'agent ou l'agente de changement que nous souhaitons être. Et lorsque nous doutons de notre capacité collective à mener nos batailles jusqu'au bout, nous avons tort de le faire, car chaque embuche rencontrée, chaque défaite essuyée, n'est qu'un pas de plus vers l'atteinte de nos buts. Les associations membres, de la plus petite à la plus grande, ont toutes quelque chose à apporter à l'organisation qui est la nôtre, autant en terme de force qu'en termes d'idées et de revendications. Et je crois sincèrement que c'est lorsque les associations locales sont le plus fortes et le plus indépendantes que l'ASSÉ devient au meilleur de sa combativité.

Jusqu'au bout, on lâche rien.

Solidairement vôtre,

Virginie Mikaelian  
*Membre de l'AFELC-UQAM*

## **Candidature de Camille Godbout au poste de Secrétaire aux relations internes de l'ASSÉ**

*Reçue le 5 avril 2014*

*Appuyée par :*

Camarades et ami-es,

J'ai décidé de me présenter sur l'exécutif au poste de secrétaire aux relations internes après une longue réflexion. Je viens du concept qu'est la ville de Québec, et je suis actuellement étudiante en sciences humaines au Cégep Garneau. Au fil des 3 dernières années j'ai occupé divers postes sur le conseil d'administration de l'AGECFXG, dont responsable aux communications, aux affaires externes et puis coordonnatrice générale. Je suis aussi activement impliquée dans le conseil régional de Québec, le FRAQ-ASSÉ, en tant que déléguée pour mon association étudiante et occasionnellement porte-parole.

Mon implication au national a commencé l'an dernier, alors que je me suis joint à l'équipe du comité journal.

Je crois fermement que c'est grâce à des associations étudiantes locales fortes que nous réussirons à consolider notre organisation. La situation actuelle de l'ASSÉ, avec des membres aux quatre coins de la province, fait en sorte qu'il y a énormément de distance à couvrir et une multitude de réalités locales extrêmement différentes. C'est d'ailleurs cette diversité, qui je crois, fait notre force. Je me sens plus que jamais d'attaque à surmonter les défis qui se présenteront à nous l'année prochaine. Par ailleurs, je considère que le travail d'interne est un travail de terrain: l'idée de faire des tournées et d'offrir un soutien constant aux associations membres me rend très enthousiaste.

Je serai étudiante à l'Université Laval en sociologie à compter de septembre. Par le fait même, j'estime qu'il est grand temps de briser la concentration de l'équipe nationale dans la métropole, et s'assurer d'offrir un soutien constant aux associations hors des grands centres.

Solidairement,

Camille Godbout  
*Membre de l'AGECFXG*

## **Candidature de Jean-michel Savard au poste de secrétaire aux affaires académiques de l'ASSÉ**

*Reçue le 9 avril 2014*

*Appuyée par*

Depuis que je m'implique à l'ASSÉ, le travail accompli par le Comité à la recherche et aux affaires académiques ainsi que par les différentes personnes qui ont occupé le poste de Secrétaire aux affaires académiques a été tout simplement remarquable. Que ce soit les différents argumentaires (contre la hausse de 2012, contre l'austérité...), le mémoire sur la gratuité scolaire produit dans le cadre du Sommet sur l'éducation ou encore les différentes formations données dans les Camps de l'ASSÉ ou sur les campus, je crois que le tout a beaucoup joué dans la place que l'ASSÉ a réussi à prendre ainsi que dans les mobilisations récentes. Bien évidemment, un discours recherché ne peut se substituer à un travail concret de mobilisation (il n'a qu'à voir le résultat qu'obtiennent les Fédérations), mais je crois qu'il lui est préalable et qu'il lui sert de fondation.

Malgré tout cela, je pense qu'il reste encore un énorme travail à faire sur ce front à l'ASSÉ. Quelque que soit la campagne que le congrès annuel adoptera, il y aura certainement du travail intéressant à faire de ce côté dès cet été. Ensuite, les différents chantiers qui ont suivi le sommet ont aussi soulevé des questions sur lesquelles l'ASSÉ sera amené à préciser ses positions, sur la « gouvernance » des universités notamment. Bref, que de défis tout à fait palpitants, j'imagine que vous en conviendrez !

Pour celles et ceux qui me connaissent moins, j'ai milité au Cégep de Maisonneuve avant et pendant la grève de 2012, j'ai ensuite été Secrétaire général de CLASSE vers la toute fin de la coalition avant d'occuper le poste de Secrétaire aux affaires externes sur l'exécutif national jusqu'à l'été 2013. Je suis maintenant étudiant en Science politique et Philosophie à l'Université de Montréal. Après une année de repos et une magnifique manifestation le 3 avril dernier, il ne fait maintenant plus de doute que je souhaite me présenter sur l'exécutif pour un nouveau mandat l'an prochain. J'espère donc que les associations membres décideront de m'accorder leur confiance et surtout, que l'équipe nationale sera composée de plein de nouvelles personnes prêtes à amener à l'ASSÉ à évoluer pour le mieux, mais aussi à affronter les prochaines années du nouveau règne libéral.

Apparemment, les nouvelles dispositions de la procédure d'élection ne prévoient plus que les candidats recueillent des appuis des associations membres, mais c'est avec plaisir que je répondrai à vos questions ou que je me déplacerai (bien que ce soit la fin de session pour tout le monde) dans vos instances.

*Solidairement votre,*  
Jean-Michel Savard

## **Candidature de Emmanuelle Arcand au poste de Secrétaire aux relations externes de l'ASSÉ**

*Reçu le 10 avril 2014*

*Appuyée par*

Camarades,

Après des heures, si ce n'est pas des jours, de réflexion, j'ai pris la décision de me présenter au poste de secrétaire aux relations externes. Je suis présentement étudiante au Collège de Maisonneuve en sciences humaines profil monde, où je suis élue comme adjointe aux affaires externes. L'année passée j'étais au Collège de Valleyfield, également en sciences humaines. Avec quelques camarades, l'année passée, nous avons réussi à créer un comité femmes à notre CÉGEP. C'est ce projet qui m'a motivé à me présenter sur le comité femmes de l'ASSÉ pour l'année qui est en cours. Faire partie d'un comité au national m'a prouvé que j'ai envie de poursuivre mon implication au sein de l'équipe de l'ASSÉ pour l'année qui vient. Il me reste peu de cours à faire pour terminer mon DEC, j'aurai ainsi beaucoup de temps à consacrer aux différents dossiers. Je me sens donc prête à affronter les défis qui se présenteront à l'équipe nationale au courant de l'année.

Je crois qu'il est important d'établir des liens avec les syndicats ainsi qu'avec différentes organisations communautaires pour créer un véritable rapport de force face au gouvernement. Avec les Libéraux de nouveau au pouvoir, il sera fondamental de s'unir pour contrer les mesures néolibérales qui seront mises en place. C'est ce contact avec les diverses organisations non-membres et/ou non-étudiantes qui me motive. De plus, je crois qu'il est fin temps qu'une femme soit élue au poste de secrétaire aux relations externes. On parle souvent de la division sexuelle du travail militant puisque les hommes occupent presque toujours les postes plus de terrain alors que les femmes font du travail qui est invisibilisé. J'ai envie d'enfin briser cette habitude et c'est aussi pour ça que ce poste me motive et me rend enthousiaste.

Je serai encore étudiante au Collège de Maisonneuve l'année prochaine. Je considère que la présence d'étudiant-e-s au collégial sur le Conseil exécutif est importante étant donné que ce sont presque seulement des universitaires qui y sont élu-e-s. Toutefois, une représentativité du collégial est nécessaire puisque l'ASSÉ compte parmi ses membres plusieurs CÉGEPs. Il est grand temps d'avoir une plus grande diversité au sein de l'exécutif.

Solidairement,

Emmanuelle Arcand

## **Candidature de Carolane Sauvé Tétreault au poste de Secrétaire aux communications de l'ASSÉ**

*Reçue le 10 avril 2014*

*Appuyée par*

Bien le bonjour, camarade !

Il me semble qu'il n'y a pas si longtemps déjà j'écrivais ma précédente lettre de candidature pour faire partie de l'équipe nationale de l'ASSÉ. C'est donc, à peine quelque mois plus tard, que je soumetts ma candidature au poste de Secrétaire aux communications. Après 6 mois passés sur le Conseil exécutif au poste de Secrétaire aux affaires académiques, je me sens prête à affronter de nouveaux défis, à faire avancer l'organisation le mieux possible et à apporter mon énergie à la nouvelle équipe nationale.

Je suis présentement étudiante en Histoire, culture et société ainsi qu'en transition pour terminer ma mineure en Études théâtrales à l'UQÀM l'année prochaine. Mes implications militantes au sein du milieu collégial et universitaire m'ont permis d'acquérir et de comprendre différentes dynamiques du milieu ainsi que certaines réalités régionales. C'est lors de mon passage au Collège de Valleyfield que mon expérience militante a réellement commencé alors que j'occupais le poste de trésorière de l'AGÉCoV. Il va sans dire que comme pour plusieurs d'entre nous, cette grève historique fut extrêmement enrichissante. Ce printemps, qui me semble encore si près de nous, est le fruit d'une importante mobilisation qui démontre toute la force du syndicalisme de combat dans les luttes étudiantes et sociales. J'ai aussi milité sur le comité mobilisation de l'AFÉA-UQÀM en plus de siéger sur le Conseil exécutif à l'hiver 2013. Tout au long de mes implications, j'ai également participé à diverses tournées de mobilisation.

Au cours de mon mandat sur le Conseil exécutif, j'ai eu la chance d'exécuter différentes tâches en lien avec plusieurs postes et, après mure réflexion, j'en suis venue à la décision de me présenter aux communications. Durant les six derniers mois, j'ai pris part aux tâches de secrétaire aux communications en occupant principalement le rôle d'attachée de presse. Précipitée dans l'univers médiatique avec ses bons et ses moins bons côtés, je crois avoir acquis des connaissances que je souhaite mettre à profit et approfondir pour la nouvelle année afin d'assurer une présence et un discours combatif de l'ASSÉ dans les médias.

Bien qu'il demeure important de rester critique quant aux médias et à la place qu'ils doivent occuper à l'ASSÉ, il ne faut pas pour autant passer à côté en les balayant du revers de la main. Cela peut sembler cliché, mais si on ne s'occupe pas des médias, ils vont trouver le moyen de s'occuper de nous. Cependant, il demeure toujours possible de refuser une entrevue. Les médias sont une plate-forme de visibilité où ils doivent devenir un outil, un atout de plus pour mettre de l'avant nos revendications, sans pour autant négliger les autres sphères mobilisatrices. À mon sens, la mobilisation de terrain doit rester un des aspects primordiaux à l'ASSÉ et, de cette façon, les médias ne doivent pas prendre la place de celle-ci.

En tant que secrétaire aux communications, je souhaiterais donc poursuivre le rôle d'attachée de

presse en prenant soin de bien préparer les portes-paroles aux questions possibles pour qu'ils et elles soient prêts et prêtes à toute éventualité. À cet effet, je crois important d'assurer un suivi de la conjoncture politique et médiatique afin de ne pas se faire prendre par surprise par les journalistes. Dans le même ordre d'idée, les sorties de presse doivent être priorisées à des moments clés et ciblées, allant dans le sens de nos plans d'action et de nos revendications. Aussi, au-delà des médias de masse, je crois qu'il doit demeurer nécessaire de développer des médias alternatifs. Pour ce qui est des médias sociaux, ils occupent une place de plus en plus grandissante et restent des espaces d'information non négligeables. D'un autre côté, il est aussi important d'aider les associations étudiantes au local dans leur préparation à des entrevues dans le but de les autonomiser avec, par exemple, la tenue de formation.

Depuis un certain temps, on remarque que les médias nous interpellent rapidement sur les enjeux d'éducation et d'actualité politique. Cela ne fait que prouver que l'ASSÉ est devenue une actrice incontournable dans les luttes sociales progressistes et qu'elle doit poursuivre dans cette lignée.

Un des aspects qui me tient particulièrement à coeur au sein de l'ASSÉ est celui des revendications féministes que je souhaite mettre encore davantage de l'avant, non seulement à travers les médias, mais dans toutes les sphères de l'organisation.

La mobilisation était grande le 3 avril dernier et elle doit rester forte et combative. Peu importe le parti politique au pouvoir, nous serons présentes et présents pour répondre à leurs mesures régressives. Ce n'est qu'un début, continuons le combat !

Pour toutes questions, je demeure disponible, n'hésitez pas à communiquer avec moi et dans tout les cas, on se voit au Congrès.

Solidairement,

Carolane Sauvé Tétreault  
Membre de l'AFESH-UQÀM



# Propositions

---

## 0.0 Ouverture

### 1.0 Procédures

#### 1.1 Praesidium

#### 1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1. Le Conseil exécutif propose d'adopter l'ordre du jour tel que présenté dans le cahier de Congrès.

#### 1.3 Adoption du procès-verbal

2. Le Conseil exécutif propose d'adopter le procès-verbal du congrès des 22 et 23 février 2014.

## 2.0 Accueil des nouveaux membres

### 3.0 Bilan

1. Le Conseil exécutif propose un bilan de 15 minutes des activités du Conseil exécutif suivi d'une période de questions/réponses de 30 minutes.

2. Le Conseil exécutif propose un bilan de 5 minutes par Comité et Conseils suivi d'une période de questions-réponses de 30 minutes.

3. Le Conseil exécutif propose un tour de table des associations étudiantes présentes.

## 4.0 Congrès d'orientation

### 5.0 Revendications

1. La SOGEECOM propose que l'ASSÉ s'oppose à toute baisse salariale du corps professoral au sein du réseau collégial

*Considérant les impacts environnementaux, sociaux, politiques, économiques et éthiques majeurs entourant les jeux olympiques de Sotchi, soit :*

- *L'amendement de la loi sur la protection de l'environnement, permettant la construction d'infrastructures sportives, hôtelières et de transport, entraînant la destruction et la disparition quasi-totale du parc national de Sotchi ;*

- *La création d'une loi de 500 pages dont la clause principale stipule que toute terre ou*

*propriété nécessaire aux jeux olympique peut être nationalisée, ce qui entraîne l'expropriation de n'importe qui, n'importe quand, avec peu ou même sans compensation ni condition et irrévocablement ;*

- *Les conditions de travail sur certains chantiers de construction caractérisés par l'absence de toilettes et d'eau ;*

- *Les conditions de vie dans lesquelles se retrouvent les gens expropriés et les résidents habitant à côté des chantiers de construction (sans électricité, sans abris, sans eau – parfois quand l'eau courante est réinstaurée, c'est en fait celle des égouts -);*

- *Le rejet des eaux usées qui se perpétue dans la mer Noire, l'apparition de multiples sites d'enfouissement, parfois même sur des terrains habités, dû à la construction des installations olympiques, transformant la ville de Sotchi et ses environs en une immense décharge, alors que le gouvernement parlait d'un programme « zéro déchet » ;*

- *La construction de stations balnéaires qui détruisent les écosystèmes environnants ;*

- *Le financement à 96% du projet olympique par les contribuables ayant des coûts qui s'élèvent à plus de 50 milliards de dollars ;*

- *Le financement à 50% du privé pour la construction d'un aéroport international, d'un port et du village olympique, capital issu de la Banque d'État, soit des prêts que l'État garantit;*

- *Les témoignages de certain-e-s entrepreneur-e-s de la construction qui révèlent une corruption évidente ;*

- *L'abattage massif de chiens errants par injections chimiques, pièges et poisons, déjà courant en Russie, mais largement banalisés malgré la présence d'associations militant contre ces traitements ;*

- *L'acharnement judiciaire contre certaines têtes d'affiches militantes écologistes et sociales, les conduisant parfois jusqu'en prison ou les poussant à s'exiler ;*

*Considérant que ces phénomènes ne sont pas exclusifs au seul contexte des jeux de Sotchi, mais s'étendent, au bas mot, aux jeux olympiques des 5 dernières années ;*

*Considérant que les jeux olympiques sont devenus un enjeu politique et contribuent au renom des États;*

**2.** L'AECSL propose que l'ASSÉ dénonce le caractère destructeur et malsain des jeux olympiques ou tout autre évènement sportif de visibilité internationale qui dénature l'essence sportive de ces rencontres, encourageant une compétition polluante au détriment des populations autochtones et des résident-e-s environnant-e-s;

Que l'ASSÉ sensibilise ses membres concernant les impacts qu'engendrent la préparation et la tenue de jeux olympiques ou tout autre évènement sportif de visibilité internationale qui dénature l'essence sportive de ces rencontres;

Que l'ASSÉ s'oppose à la tenue de futurs jeux olympiques ou tout autre évènement sportif de visibilité internationale qui dénature l'essence sportive de ces rencontres que cela engendrera de tels impacts;

*Considérant que la limite actuelle est de 185\$ pour un cycle de 2 ans;*

*Considérant que l'aide financière n'a pas été indexée depuis 10 ans;*

*Considérant qu'une bonne vue favorise la réussite scolaire;*

**3.** L'AECSL propose que l'ASSÉ exige du gouvernement du Québec d'indexer l'aide financière pour les lunettes et les examens de la vue et rattraper les années antérieures

*Considérant que le Mouvement québécois des adultes en formation (MQAF) a été informé que les articles 96.5, 96.6 et 96.7 de la Loi sur l'instruction publique, qui portent sur la création de comités d'élèves, ne s'appliquent pas dans les centres d'éducation des adultes (CEA) et les centres de formation professionnelle (CFP);*

*Considérant que les CEA et les CFP sont présentement exclus du champ d'application de la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiant-e-s, qui s'applique uniquement dans les cégeps et les universités;*

*Considérant qu'il n'existe de ce fait aucun cadre juridique sur les associations étudiantes dans les CEA et les CFP;*

*Considérant que tou-te-s les étudiant-e-s adultes du secondaire, du cégep et de l'université devraient bénéficier des mêmes droits d'association;*

*Considérant que, dans un rapport publié en 2004 intitulé Ajuster la loi au réel, le Comité d'accréditation de la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiant-e-s a recommandé à l'unanimité l'inclusion des CEA et des CFP dans le champ d'application de la Loi sur les associations étudiantes;*

**4.** L'AECSL propose que l'ASSÉ appuie la demande du MQAF au gouvernement du Québec d'amender la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiant-e-s, conformément à la recommandation 5 du rapport du Comité d'accréditation de la ladite loi intitulée Ajuster la loi au réel (2004), recommandation qui se lit comme suit : « Le Comité recommande l'inclusion des centres de formation professionnelle (CFP) et des centres d'éducation des adultes (CEA) dans la catégorie " établissement d'enseignement " à l'article 2 »

## 6.0 Plan d'action

*Considérant le nombre majeur d'enjeux locaux auxquels les associations membres de l'ASSÉ ont eu à gérer lors de la dernière année*

*Considérant la diversité de ces enjeux locaux (Appropriation des cafés étudiants et cafétérias, problèmes de caméras, précarité des auxiliaires d'enseignement et de recherche, ré-élection de recteurs douteux, problème de locaux étudiants, murale de graffitis à Saint-Laurent, enjeux avec l'administration au CÉGEP du Vieux-Montréal, etc, etc, etc.)*

*Considérant que la mobilisation à une échelle nationale ne peut se dissocier des enjeux locaux et que cette mobilisation ne pourra être très forte si chaque association doit s'occuper de régler des problèmes internes majeurs*

*Considérant que ces enjeux locaux nécessitent autant de temps et d'énergie et qu'ils sont aussi importants que des enjeux plus larges, comme l'atteinte de la gratuité scolaire au Québec*

*Considérant que suite à la démobilisation générale de l'après grève de 2012, les associations étudiantes ont eu (et ont encore) à gérer des problèmes internes et que cela affecte directement leurs positions au national*

**1.** L'AECSAUM propose que l'ASSÉ base son plan d'action de l'année 2014-2015 sur les divers enjeux locaux de ses associations membres

Que du même coup, l'ASSÉ continue à bâtir un discours plus large visant à dénoncer les mesures d'austérité et visant à atteindre la gratuité scolaire à moyen terme

Que ce discours et cette mobilisation serve de point de départ à une escalade des moyens de pression ayant pour objectif principal de bloquer toute hausse de frais de scolarité et d'atteindre la gratuité scolaire au Québec.

*Considérant le mandat anticolonialiste de l'ASSÉ*

**2.** La SOGÉÉCOM propose que l'ASSÉ prévoie des activités anticolonialistes notamment en invitant la tournée de conférence "Ni Québec, Ni Canada"

**3.** La SOGEECOM propose que l'ASSÉ invite CoopMédia de Montréal pour une conférence sur les médias indépendants et qu'elle la diffuse auprès de ses membres.

**4.** L'AESSUQAM propose que l'ASSÉ entame une campagne sur 4 ans visant la réduction progressive des frais de scolarité jusqu'à l'atteinte de la gratuité scolaire.

Que la première année de cette campagne soit dédiée à la préparation des plans de mobilisation, de la recherche et du matériel d'information, tout en menant une campagne annuelle parallèle. Qu'un comité ad hoc soit formé à cet effet.

**5.** L'AESSUQAM propose que la campagne annuelle de l'ASSÉ pour 2014-2015 porte sur l'importance de l'éducation au Québec et sur les divers types d'éducation alternative.

**7.0 Femmes**  
**8.0 Élections**  
**9.0 Finances**

*Considérant que l'AEÉA s'engage à rembourser les cotisations non-payées à l'ASSÉ, et face aux difficultés financières de celle-ci, nous demandons l'aide du fonds d'entraide pour défrayer le coût des cotisations pour l'année 2013-2014.*

- 1.** L'AEÉA fait la demande « que l'on attribue 687\$ à l'AEÉA-UL à partir du fonds d'entraide pour défrayer le coût des cotisations pour l'automne 2013 et l'hiver 2014 »
  
- 2.** L'ADÉPUL propose que l'ASSÉ lui accorde un montant de 500\$ provenant du fonds d'entraide pour couvrir les frais de déplacement aux Congrès.
  
- 3.** L'AGEETUL propose que le fonds d'entraide de l'ASSÉ prenne en charge le montant total des factures de l'AGEETUL depuis le 10 mars 2012 ainsi que les frais qui seront rattachés aux sessions d'automne 2013 et d'hiver 2014 (cotisations, transport, congrès).

*Considérant l'autobus payé par l'AFÉA pour le Congrès du 13 mai 2012, d'un montant de 2161\$, qui a servi à transporter plusieurs observatrices, observateurs et délégations associatives montréalaises,*

*Considérant l'absence de réponse des associations qui étaient supposées séparer les coûts avec nous, Considérant l'implication financière de l'AFÉA durant la grève, notamment pour du transport vers des manifestations nationales, des manif-actions, des congrès, et de l'aide aux campus visés par des injonctions hors de Montréal,*

*Considérant que cette implication a laissé un trou dans les finances qui a nécessité une hausse de cote des membres temporaire,*

- 4.** L'AFÉA propose que l'ASSÉ octroie 2161\$ à l'AFÉA venant du fonds d'entraide afin d'éponger ces frais de transport pour le Congrès de mai 2012.

**\*\* 5.** L'AGEEPP propose que l'ASSÉ verse 666\$ du fonds d'entraide à l'AGEEPP pour remboursement des frais de congrès et de camps de formation.

## 10.0 Avis de motion

### 10.1 Dépôt

1. Le Conseil exécutif propose de remplacer dans l'article 7 des statuts et règlements de l'ASSÉ :

« Nonobstant la formule d'amendement décrite au Chapitre 11, la cotisation des associations étudiantes ne peut être modifiée que sur décision des deux tiers (2/3) des associations membres via une Assemblée générale ou un Référendum. Ces Assemblées ou Référendums doivent se tenir au cours d'une même année scolaire. Le nouveau barème de cotisation s'applique à compter de l'année scolaire suivante. »

par :

« Nonobstant la formule d'amendement décrite au Chapitre 11, la cotisation des associations étudiantes ne peut être modifiée que par un vote favorable des deux tiers (2/3) du Congrès via une Assemblée générale ou Référendum des associations membres. Ces Assemblées ou Référendums doivent se tenir au cours d'une même année scolaire. Le nouveau barème de cotisation s'applique à compter de l'année scolaire suivante. »

*(Avis de motion déposé le 10 avril 2014.) - Selon la politique de modification des Statuts et règlements de l'ASSÉ (chapitre 12 des SetR) cet avis de motion ne peut pas être traité au présent Congrès, car il ne respecte pas les délais du dépôt, soit 4 semaines avant l'ouverture du Congrès. L'avis de motion pourra donc être traité lors d'un Congrès subséquent. Le Congrès n'a pas le pouvoir de lever les Statuts et règlements de l'ASSÉ séance tenante.*

### 10.2 Traitement

11.0 Varia

12.0 Levée